

En guide de préambule à la discussion de juin à « La Discordia »

Notes sur l'Etat nation, le colonialisme et le marxisme

Afin d'éviter la moindre ambiguïté concernant la critique de l'anti-impérialiste, il est nécessaire de revenir, même brièvement, sur la notion d'impérialisme elle-même, du moins au sens contemporain du terme. Elle prit naissance dans les Etats qui constituèrent, au cours des derniers siècles, les pôles de la domination du capitalisme et qui favorisèrent son extension à l'échelle mondiale. A la veille de la prise du pouvoir par la bourgeoisie, la grande justification de l'accélération de la conquête de la planète par le capital, entreprise à partir de l'Europe occidentale, était déjà le culte du progrès, issu de l'universalisme chrétien mais aussi et surtout de l'idéologie scientiste en formation, accompagnant la venue au monde du capitalisme industriel, à l'époque de la prétendue révolution industrielle entamée en Angleterre, accédant au statut « d'atelier du monde ». Le rôle des Etats en question était donc présenté comme civilisateur et universaliste, bref comme l'étape nécessaire, voire comme le stade ultime de l'évolution historique, pour que l'humanité en finisse avec les particularismes présentés a priori comme barbares et avec les modes de domination obscurantistes issus du fond des âges.

Les Encyclopédistes, adeptes du progrès, stigmatisèrent parfois, à l'image de Diderot, la brutalité des procédés utilisés par les Etats monarchistes, administratifs et mercantiles, et par les grandes compagnies qu'ils contrôlaient et dont les activités annonçaient la mise en place du partage du monde en empires coloniaux. Mais ils n'en partageaient pas moins les objectifs, sanctionnés par l'idéologie du progrès. Objectifs acceptés, dès les lendemains de la révolution française, par les socialistes, puis par les communistes, à commencer par Marx. Ses prises de position initiales, à l'époque de la rédaction du « Manifeste communiste », contre les monopoles commerciaux et coloniaux établis les siècles précédents à partir de l'Europe dans le cadre du marché mondial, peuvent laisser croire qu'il était hostile à ce qui sera nommé plus tard l'impérialisme. Et qu'il était donc partisan de la multiplication d'Etats nations, susceptibles de déstabiliser, voire de disloquer les empires que les grands Etats européens étaient en train de constituer. En réalité, il n'en était rien. Marx, et Engels à sa suite, fidèles à leur conception progressiste de l'histoire découlant en grande partie des Encyclopédistes et de Hegel, furent au contraire favorables à l'industrialisation du monde et à la centralisation étatique, sous l'égide du capital industriel, à titre d'antichambre indispensable à la réalisation de la société communiste.

Ainsi, concernant les monopoles que l'Etat britannique, encore monarchiste et en grande partie placé sous la coupe de l'aristocratie foncière et financière, détenait, Marx affirmait, dans « Le discours sur le libre-échange », daté de 1847 : « En général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange. » Passons ici sur son acceptation du mythe du libre-échange qui n'a jamais existé que dans la tête des économistes, comme l'a bien montré Polanyi dans « La Grande Transformation ». En tout cas, sa conception progressiste de l'histoire explique que, à titre de collaborateur du journal républicain « New York Daily Tribune » il ait pu, à propos de l'empire britannique des Indes, à la fois appeler à la liquidation du monopole détenu par la Compagnie des Indes, « survivance de l'époque de la domination des Etats mercantiles », et écrire en 1853 : « La société indienne n'a pas d'histoire, du moins pas d'histoire connue. Ce que nous appelons son histoire n'est que l'histoire des envahisseurs successifs qui fondèrent leurs empires sur la base passive de cette société immuable et sans résistance. La question n'est donc pas de savoir si les Anglais avaient le droit de conquérir l'Inde, mais si nous devons préférer l'Inde conquise par les Turcs, par les Persans, par les Russes, à l'Inde conquise par les Britanniques. » Par suite : « L'Angleterre a une double mission à remplir en Inde : l'une destructrice, l'autre régénératrice, l'annihilation de la vieille société asiatique et la pose des fondements matériels de la société occidentale en Asie. » Et de conclure : « « L'Angleterre, en provoquant une révolution sociale en Inde était certes guidée par les intérêts les plus abjects. [...] Mais la question n'est pas là [...] Quels que fussent les crimes de l'Angleterre, elle fut l'instrument inconscient de l'histoire en provoquant cette révolution. »

C'est au nom de la même conception du monde que Marx et Engels accordèrent leur soutien aux Etats-Unis contre le Mexique à la même époque, au cours de la guerre qui conduisit à l'annexion de la Californie, du Nouveau-Mexique, etc., car, comme disait déjà Engels en 1847 : « C'est un progrès pour un pays jusque-là exclusivement préoccupé de lui-même, déchiré par d'incessantes guerres civiles et détourné de tout développement. Il est de l'intérêt de son propre développement que le Mexique se trouve dorénavant placé sous la tutelle des Etats-Unis. » La même année, Engels félicita la France de Louis-Philippe, dans le journal chartiste « The Northern Star », pour avoir écrasé la révolte d'Abd El Kader, en Algérie : « Après tout, le bourgeois moderne, avec la civilisation, l'industrie, l'ordre et les "lumières" qu'il apporte tout de même avec lui, est préférable au seigneur féodal ou au pillard de grand chemin, et à l'état barbare de la société à laquelle ils appartiennent. » C'est dans le même esprit que Marx et Engels imposèrent, plus tard, dans la Première Internationale le soutien à Lincoln dans la guerre de Sécession. Je cite leur « Adresse », datée de 1864 : « Dès le début de la gigantesque bataille engagée en Amérique, les ouvriers d'Europe ont senti que les destinées de leur classe dépendaient du drapeau étoilé. La lutte territoriale qui a déclenché la rude épopée ne devait-elle pas décider si le sol vierge d'espaces infinis serait offert au travail du colon ou déshonoré par les pas du maître d'esclaves. » L'un des principaux enjeux de la guerre de Sécession était en effet la conquête de l'Ouest, transformé ici par les deux compères, à l'image de l'idéologie de la Frontière propre aux colonisateurs établis à l'Est depuis longtemps, en « sol vierge », les Indiens des Grandes Plaines et des Rocheuses ayant disparu par magie de tous ces « espaces infinis », avant que les colons, au lendemain de la victoire de l'Union, les fassent disparaître en gros et en détails par les moyens débonnaires qui correspondaient à leur rôle civilisateur : de l'intoxication par l'alcool frelaté à la déportation et à l'extermination par les armes de tribus entières.

Les défenseurs du marxisme affirment que, par la suite, Marx changea son fusil d'épaule. En témoigneraient ses prises de position sur la Pologne et sur l'Irlande, dans la Première Internationale. Or, dans la proposition de résolution sur la Pologne de 1866, il n'est question que « d'anéantir l'influence russe en Europe », en particulier en Allemagne, encore divisée en principautés. Car après la victoire de la Prusse sur l'Autriche avec la complicité de la Russie, « une Pologne démocratique et indépendante est plus que jamais nécessaire. De son existence dépendra le sort de l'Allemagne, avant-garde de la Sainte-Alliance ou coopératrice de la France républicaine. » Dans l'optique de Marx, la Pologne républicaine peut donc accéder au statut d'Etat nation jouant le rôle de bastion avancé de la civilisation, y compris pour l'Allemagne en train de s'unifier autour de la Prusse, face à la barbarie représentée par le « sinistre pouvoir asiatique placé dans l'arrière-scène ». Ce que Wilson appela, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les Etats tampons. Dans la communication sur l'Irlande de 1869, c'est le même schéma qui prédomine : « L'Irlande est la citadelle du landlordisme anglais. S'il s'effondre en Irlande, il devra s'effondrer en Angleterre aussi. [...] Dès que l'union coercitive entre les deux pays aura cessé, une révolution sociale éclatera en Irlande, bien que sous des formes surannées. »

Contrairement à ce que prétendent les diverses écoles qui ont succédé au marxisme originel, à commencer par le léninisme, Marx, qui développa donc ses premières critiques du capital à l'aube de l'apparition des empires coloniaux d'ampleur mondiale, créés par les Etats nations européens, n'y est pas hostile. Au plus, dans la foulée des Lumières, il critique les procédés utilisés pour les mettre en place. En d'autres termes, il est partisan de l'éradication des communautés et des formes de domination, y compris coloniales, antérieures à l'apparition du capital industriel et de l'Etat nation. Ce qui les apologistes de Marx préférèrent occulter. Lénine lui-même, auteur de « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », gratta et retaila à sa mesure les thèses de Marx, pour les faire coller avec les conceptions de l'impérialisme qui prirent corps à l'aube du XX^e siècle, en particulier du côté de sociaux-libéraux comme Hobson, puis, dans la foulée, du côté de sociaux-démocrates tels que Hilferding. « Le capital financier », le livre d'Hilferding publié en 1910, reste d'ailleurs l'une des bibles de nos actuels citoyennistes qui brisent des lances contre la « mondialisation » et « la finance », présentant cette dernière comme la maîtresse potentielle de l'univers capitaliste. Eternel recyclage de l'anti-impérialisme d'antan.

André Dréan, juin 2016